

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29322]

20 MARS 2014. — Décret modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française et modifiant le décret-programme du 18 décembre 2013 portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'Agence d'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, aux Bâtiments scolaires et à la Recherche (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Un alinéa 3 est inséré dans l'article 2 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement se prononce sur les demandes d'intervention visées à l'article 2^{ter}, § 2, sur avis de la Commission visée au § 1^{er} de l'article 2^{ter}. ».

Art. 2. Un article 2^{ter} est inséré dans le même décret.

« § 1^{er}. Il est créé une commission des experts.

§ 2. La commission rend un avis sur les demandes d'intervention répondant à l'une des conditions suivantes, au plus tard 60 jours après la réception du dossier complet :

1° dérogeant aux règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions ainsi qu'aux normes physiques et financières fixées par le Gouvernement;

2° dont l'objet n'est pas couvert par les normes physiques et financières fixées par le Gouvernement;

3° dont l'objet n'est pas appréhendé par les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions fixées par le Gouvernement;

4° visant des travaux d'aménagement et de modernisation de piscines existantes;

5° visant des internats.

§ 3. La commission est composée de neuf membres effectifs et de neuf membres suppléants désignés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° trois représentants des services en charge des bâtiments scolaires au sein des services du Gouvernement;

2° deux représentants de l'enseignement organisé par la Communauté française;

3° deux représentants de l'enseignement officiel subventionné;

4° deux représentants de l'enseignement libre subventionné.

Le membre suppléant assiste, avec voix délibérative, aux séances de la commission en cas d'absence du membre effectif.

Le Gouvernement désigne les membres de la commission visés à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, sur proposition de leurs organes respectifs.

Les membres de la commission sont nommés pour un mandat d'une durée de cinq ans. Le membre suppléant achève le mandat du membre effectif qu'il remplace.

Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

Le Gouvernement arrête les modalités de la procédure de désignation des membres de la Commission.

§ 4. La commission choisit en son sein un président et deux vice-présidents et est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint choisis parmi les membres des services du Gouvernement.

§ 5. La commission ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée, conformément aux dispositions prévues dans son règlement d'ordre intérieur.

En l'absence du quorum requis, la commission organise une séance dans le mois. Au cours de cette nouvelle séance, elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

§ 6. Le Président de la commission peut inviter toute personne susceptible d'apporter un complément d'information à la Commission sur un ou plusieurs points précis de l'ordre du jour.

§ 7. Lorsque la commission des experts est saisie d'une demande d'avis, les services du Gouvernement communiquent aux membres les dossiers complets en leur possession.

La commission rend un avis motivé au Gouvernement, au plus tard nonante jours après réception du dossier complet.

§ 8. La commission adopte un règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum :

- 1° la méthodologie de travail de la Commission;
- 2° le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à huit par an;
- 3° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;
- 4° les modalités de dépôt d'une ou de plusieurs notes de minorité;
- 5° des règles de déontologie comprenant, au moins, des dispositions relatives aux conflits d'intérêts.

§ 9. La commission remet annuellement au Gouvernement et au Parlement de la Communauté française un rapport d'activités comprenant au minimum :

- 1° la liste des dossiers de demandes d'intervention qui lui ont été soumis et l'évolution de ces demandes;
- 2° les avis rendus et les considérations dont il a été tenu compte dans leur élaboration.

§ 10. Les membres de la commission bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion ou tout autre lieu à l'occasion de l'établissement d'un rapport ou de l'accomplissement de toute autre tâche prévue par la commission pour mener à bien leur mission.

L'indemnité visée à l'alinéa 1^{er} est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 10 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.».

Art. 3. Au décret-programme du 18 décembre 2013 portant diverses mesures relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, à l'Agence de l'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, aux bâtiments scolaires et à la Recherche est inséré un chapitre III et un article 52*bis*, rédigé comme suit :

« Chapitre III - Dispositions diverses relatives au dispositif décrit au Chapitre précédent

Art. 52*bis*. § 1^{er} Le Gouvernement est autorisé :

1° à déléguer à l'Organisme Désigné les missions visées par les articles 47 à 52 du présent décret, ainsi que par l'Arrêté du Gouvernement;

2° à garantir l'exécution et la bonne fin de tout engagement et obligation de l'Organisme Désigné vis-à-vis de tout tiers dans le cadre de l'exécution par l'Organisme Désigné des missions à lui déléguées.

§ 2. Pour les besoins du § 1^{er}, on entend par :

1° Organisme Désigné, le «Fonds d'Investissement dans les Entreprises Culturelles « St'art », en abrégé « St'art », société anonyme, dont le siège social est établi à 7000 Mons, rue du Onze novembre 6, inscrite au Registre des Personnes Morales de Mons sous le numéro d'entreprise 0812.088.849;

2° Arrêté du Gouvernement, l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 attribuant au Fonds d'investissement « St'art » la gestion de pavillons modulaires installés en vue de la création de nouvelles places dans les écoles fondamentales organisées et subventionnées par la Communauté française. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 609-1. — Amendement de commission, n° 609-2. — Rapport, n° 609-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 19 mars 2014.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29322]

20 MAART 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot wijziging van het programmadecreet van 18 december 2013 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, cultuur, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, de schoolgebouwen en onderzoek (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De Regering spreekt zich uit over de aanvragen om tegemoetkoming bedoeld in artikel 2ter, § 2, op advies van de Commissie bedoeld in § 1 van artikel 2ter.”.

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt een artikel 2ter ingevoegd.

“§ 1. Er wordt een commissie van deskundigen opgericht.

§ 2. De commissie brengt een advies uit over de aanvragen om tegemoetkoming die aan één van de volgende voorwaarden beantwoorden, uiterlijk 60 dagen na de ontvangst van het volledige dossier :

1° dat van de regels afwijkt die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen alsook van de fysische en financiële normen bepaald door de Regering;

2° waarvan het voorwerp niet gedekt wordt door de fysische en financiële normen bepaald door de Regering;

3° waarvan het voorwerp niet bevat is in de regels die de behoefte bepalen aan nieuwbouw of uitbreiding bepaald door de Regering;

4° dat op de inrichtings- en moderniseringswerken van de bestaande zwembaden gericht is;

5° dat op de internaten gericht is.

§ 3. De commissie is samengesteld uit negen werkende leden en uit negen plaatsvervangende leden die aangesteld worden door de Regering en die als volgt verdeeld worden :

1° drie vertegenwoordigers van de diensten belast met de schoolgebouwen binnen de diensten van de Regering;

2° twee vertegenwoordigers van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

3° twee vertegenwoordigers van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

4° twee vertegenwoordigers van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Het stemgerechtigde plaatsvervangend lid woont de vergaderingen van de commissie bij, in afwezigheid van het werkend lid.

De Regering stelt de leden van de commissie bedoeld in het eerste lid, 3° en 4° aan, op voorstel van hun respectievelijke organen.

De leden van de commissie worden benoemd voor een mandaat van vijf jaar. Het plaatsvervangend lid voleindigt het mandaat van het werkend lid dat hij vervangt.

Elk lid dat de hoedanigheid verliest volgens dewelke het aangesteld werd, wordt als aftredend lid geacht.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de procedure tot aanstelling van de leden van de Commissie.

§ 4. De commissie kiest onder haar leden een voorzitter en twee vice-voorzitters en wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die gekozen worden onder de leden van de diensten van de Regering.

§ 5. De commissie beraadslaagt en beslist slechts geldig indien ten minste de helft van haar leden aanwezig of vertegenwoordigd is overeenkomstig de bepalingen voorzien in haar huishoudelijk reglement.

Indien het vereiste quorum niet bereikt wordt, organiseert de commissie een vergadering binnen de maand. Tijdens deze nieuwe vergadering zal ze geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

§ 6. De voorzitter van de commissie kan elke persoon uitnodigen die bijkomende informatie aan de commissie zou kunnen geven over één of meer bepaalde punten van de agenda.

§ 7. Wanneer de commissie van deskundigen een aanvraag tot advies in behandeling neemt, delen de diensten van de Regering de volledige dossiers die tot hun beschikking staan, aan de leden mee.

De commissie brengt een gemotiveerd advies uit aan de Regering en dit, ten laatste negentig dagen na ontvangst van het volledige dossier.

§ 8. De commissie keurt een huishoudelijk reglement goed dat ze ter goedkeuring aan de Regering voorlegt.

Dit huishoudelijk reglement bevat ten minste :

1° de werkwijze van de Commissie;

2° het minimum aantal jaarlijkse vergaderingen; het aantal mag niet lager zijn dan acht per jaar;

3° de verplichting om notulen op te maken van de debatten die gehouden worden tijdens elke vergadering;

4° de nadere regels voor de indiening van één of meer minderheidsnota's;

5° de gedragsregels met ten minste de bepalingen betreffende de belangenconflicten.

§ 9. De commissie bezorgt elk jaar de Regering en het Parlement van de Franse Gemeenschap een activiteitenverslag met ten minste :

1° de lijst van de dossiers van aanvragen om tegemoetkoming die haar voorgelegd worden en de evolutie van deze aanvragen;

2° de uitgebrachte adviezen en de beschouwingen waarmee rekening werd gehouden in de ontwikkeling ervan.

§ 10. De leden van de commissie krijgen een vergoeding voor de vervoerkosten tussen hun verblijfplaats en de plaats van de vergadering of elke andere plaats bij het opmaken van een verslag of het vervullen van elke andere taak voorzien door de commissie om hun opdracht goed ten einde te brengen.

De vergoeding bedoeld in het eerste lid wordt toegekend overeenkomstig de regelgeving die van toepassing is op de personeelsleden van rang 10 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximum bedrag van de vergoeding stemt overeen met de prijs van een biljet van eerste klasse van de spoorwegen .”.

Art. 3. In het programmadecreet van 18 december 2013 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, cultuur, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, de schoolgebouwen en onderzoek, worden een hoofdstuk III en een artikel 52*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk III – Diverse bepalingen betreffende het stelsel beschreven in het vorige hoofdstuk.

Art. 52*bis*. § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd :

1° de opdrachten bedoeld in de artikelen 47 tot 52 van dit decreet en bij het besluit van de Regering aan de aangestelde instelling te delegeren;

2° de uitvoering en het goede einde van elke verbintenis en verplichting van de aangestelde instelling ten opzichte van elke derde te waarborgen in het kader van de uitvoering door de aangestelde instelling van de opdrachten die haar gedelegeerd worden.

§ 2. Voor de behoeften van § 1 wordt verstaan onder :

1° aangestelde instelling : het “Fonds d’Investissement dans les Entreprises Culturelles St’art””, “St’art” afgekort, nameloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 7000 Bergen, rue du Onze novembre 6, ingeschreven in het Register van de rechtspersonen te Bergen onder het ondernemingsnummer 0812.088.849;

2° besluit van de Regering : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 waarbij het “Fonds d’investissement St’art” het beheer van modulaire paviljoenen wordt toevertrouwd om nieuwe plaatsen te creëren in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basisscholen.”

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—————
Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 609-1. — Commissieamendementen, nr. 609-2. — Verslag nr. 609-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 19 maart 2014.